

## Nouvelles locales du lundi 29 avril 2013

@rib News, 29/04/2013 | Droits de l'Homme - Les députés burundais ont adopté certaines des amendements apportés par les sénateurs sur le projet de loi sur la presse au Burundi. 20 des 28 amendements proposés ont été adoptés par l'Assemblée nationale. C'est ainsi que le diplôme retenu est de 3 ans à l'Université dans une faculté de jour ou de nuit, 3 ans dans une autre faculté accompagnée de 2 années de stages en journalisme. De même, ceux qui auront 10 ans de journalisme au bout de 6 ans, période de régularisation, ne seront pas inquiétés par cette loi. De plus, l'amende retenue varie de 2 à 6 millions alors que le journaliste sera contraint à révéler ses sources d'information quand il a publié une information en rapport avec la sécurité, le secret de la défense, l'intégrité d'une personne physique ou morale. Le CNC est aussi resté préoccupé en ce qui est de la prise de décision de punition qui devra être mise en exécution avant l'épuisement des moyens de recours. Les députés issus du parti Uprona étaient sortis au moment du vote argumenté qu'ils n'ont pas été écoutés. [Isanganiro/Rtnb/RT-Renaissance/Rpa/Bonesha]

- L'AMEPCI demande la commémoration de la Journée du 29 avril de chaque année. Selon le président de cette association, la mémoire des événements de 1972 en cette date ne peut pas être laissée à l'oubli. Aloys Batungwa estime que les victimes doivent être répertoriées et connues du public puisque l'année 1972 a été marquée par de beaucoup de vies humaines et que la commémoration de cette journée ne ferait que raviver la mémoire des générations en faveur de ces personnes. Il demande aussi que la CNTB soit suspendue afin d'attendre la mise sur pied de la CVR dont elle est le corollaire. [Isanganiro/Bonesha/Rpa/RT-Renaissance]- Le porte-parole du Gouvernement trouve quant à lui que le travail de la CNTB est positif. Selon Philippe Nzobonariba, le résultat est satisfaisant et la commission ne peut pas être changée. Il trouve aussi que son mandat n'est pas encore expiré puisqu'il y a une possibilité de prolonger ce délai pour une période de 24 mois après l'évaluation par le Gouvernement, l'évaluation qui s'est montrée rassurante. On ne change pas celui dont le travail a été apprécié, ajoute-t-il. [Bonesha] | Politique - L'ADC n'est pas du tout confiant quant à la mise en application de la feuille de route convenue entre les politiciens burundais au début du mois de mars dans la capitale burundaise. Selon le président de cette alliance, les choses ont plutôt continué à boiter comme d'habitude ou à s'empirer. L'once Ngendakumana trouve que les Imbonerakure continuent à faire ce qu'ils veulent dans le pays sans être inquiétés puisque le président de leur parti leur a demandé de continuer dans la voie dans laquelle ils se trouvaient. Il voit aussi que les lois qui sont en train d'être mises en place sont de nature à ne pas favoriser la mise en application de cette feuille de route. Il demande à la population de se lever pour exiger le respect des conclusions de cette réunion des politiciens afin que la feuille de route soit respectée dans le but de bien préparer les élections de 2015. Il constate aussi que les Imbonerakure, les autorités administratives à la base et les policiers qui ne respectent pas le travail des autres partis politiques n'agissent pas de leur propre gré, mais qu'il y a d'autres personnes qui les ont envoyés. Ces agissements seront mis à la solde du parti au pouvoir et du Gouvernement, a-t-il ajouté. Il voit que la priorité est l'assainissement de la situation politique. [Bonesha/Rpa]- Le FOSRC se dit lui aussi inquiet de la situation qui prévaut dans le pays où les partis politiques sont illégalement interdits de travailler alors que le parti au pouvoir continue quant à lui de recruter. Selon le directeur général oral du FORSC, cette situation va créer des mécontentements de la part de ceux à qui les travaux sont refusés et cela risque de donner lieu à des affrontements entre les membres des partis politiques. Vital Nshimirimana demande la considération des partis politiques au même pied d'égalité pour tous les partis politiques agrégés au Burundi. [Rpa]- Le président de la Ligue des jeunes du parti MSD de la province de Bubanza est incarcéré dans le cachot de la Police à Rugazi. Selon des sources sur place, Olivier Butoyi a été arrêté par l'administrateur communal de Rugazi en compagnie du chef de poste, le conseiller social de l'administrateur et le chef de zone de Rugazi. Il aurait été accusé d'écouter des chansons de Lion Story et d'être un agent qui n'ont pas plu à ces autorités qui les ont considérées comme salissant le parti au pouvoir. Le président de la Ligue des jeunes du parti MSD au niveau national dénonce cet arbitraire de la part des autorités de Rugazi. Donatien Kwizera estime qu'il s'agit d'une intimidation de la part de ces autorités et demande au Gouvernement d'arrêter ce qui demande aussi à la jeunesse de rester unie et de ne pas se laisser emporter par la colère. [Rpa/Bonesha]- La population de la commune de Rugombo en province de Cibitoke est inquiète des recensements qui sont en train d'être faits par les jeunes Imbonerakure de la province à l'endroit des autres jeunes y compris ceux des autres partis politiques. Certains affirment qu'il y a une intimidation de la part de ces jeunes Imbonerakure puisque les jeunes des autres partis politiques ne sont pas conviés à faire ce recensement, mais sont tout simplement recensés. Tout en ne niant pas l'existence de ce recensement, le secrétaire exécutif de la Ligue des jeunes Imbonerakure au niveau national estime qu'il n'a rien à dire à ce sujet puisque ceux qui sont en train de faire ce recensement n'ont pas le droit de livrer ces informations. [Rpa]- Le parti UPD Zigamibanga demande la lumière sur les événements qui ont endeuillé le Burundi en 1972. Selon le porte-parole de ce parti, il faut que les victimes des tragédies de cette année-là soient identifiées et connues afin que leurs familles les enterrent dignement et procèdent aux cérémonies culturelles en leur faveur. Kassim Abdoul trouve que ces événements ne doivent pas être méconnus et doivent être évalués à leur juste valeur dans l'histoire du Burundi. [Bonesha/Isanganiro]- L'ancien secrétaire général oral du parti Sahwanya Frodebu Nyakuri Iragi rya Ndadaye a été chassé de ce parti par le président de ce parti. Mais Jean Baptiste Gahimbare précise que cette décision a été prise illégalement sans aucune autre considération. Il accuse le président de ce parti de vouloir diriger le parti comme sa propre parcelle et dit qu'aucune régulation n'a été suivie pour l'écarter de ce parti. Il fait savoir qu'il va tenir une assemblée pour dénoncer ce comportement du président du parti. [Bonesha] | Sécurité - Attaque à main armée dans la commune de Butihinda sur la colline Gitanga en province de Muyinga. Deux hommes armés de fusil de type pistolet et de grenade se sont introduits dans un bistrot de la localité et ont commencé à tirer et ont lancé la grenade qui a blessé 6 personnes. Ils ont ensuite volé des téléphones portables et de l'argent aux personnes qui étaient présentes à cet endroit. L'administrateur communal de Butihinda souligne que les malfaiteurs n'ont pas été identifiés mais qu'une personne a été arrêtée par la Police nationale à l'arrivée pour raison d'enquête puisqu'elle était journaliste illégalement depuis quelque

cette commune. Il signale aussi qu'il compte renforcer la surveillance des étrangers qui résident dans cette commune et qui travaillaient dans le domaine minier avant l'interdiction temporaire de fonctionner que le Gouvernement a formulée à l'endroit des orpailleurs. Selon lui, la situation telle qu'elle est aujourd'hui est due en partie au chômage suite à cette interdiction. [Isanganiro/Bonesha/Rtnb] Gouvernance- Le conseiller de l'Administrateur communal de Gihanga de la province de Bubanza, le chef du village IV et un maçon sont incarcérés dans le cachot de la Police à Gihanga. Ils sont tous accusés d'avoir détourné les tiges qui étaient destinées à la construction de l'école fondamentale de la commune Gihanga. Selon des sources sur place, ils ont détourné plus de 20 tiges. Alors que l'Administrateur avait demandé de sortir 130 tiges pour couvrir les salles d'ajustement construites, ils en ont sorti 150 et le reste a été vendu à un particulier qui a eu des doutes et qui a alerté l'Administrateur communal. [Rtnb/Isanganiro] Sport - Tenue d'une assemblée générale au sein de la Fédération de Football du Burundi ce dimanche. Elle s'est tenue à huis clos mais la présidente de cette fédération a signifié à la sortie qu'il y aura amendements des statuts de la FFB pour les conformer aux statuts de la FIFA qui seront approuvés par la FIFA en date du 31 mai 2013. Lydia Nsekera ajoute aussi que c'est la FIFA qui donnera la date de la tenue des élections pour élire les nouveaux organes dirigeants de la FFB. [Bonesha/RT-Renaissance/Isanganiro/Rtnb]